

16 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Propos liminaires du Président de la République.

Monsieur le Président, cher Volodymyr.
Chers amis et chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier le Président ZELENSKY et à travers lui, le peuple ukrainien, de nous accueillir aujourd'hui. Par notre présence tous les 4 à Kiev, nous exprimons le salut fraternel des peuples européens à un peuple libre et souverain dont l'héroïsme face à l'agression armée de la Russie force l'admiration, nourrit le respect et exige un clair soutien. Ce soutien, vous l'avez, Monsieur le Président, vous le savez. Vous pouvez compter sur nous. L'Ukraine peut compter sur nous.

L'Europe, dès le premier jour de cette guerre, a su choisir avec clarté son camp : celui d'une Ukraine libre et souveraine, celui du respect du droit international, de la défense des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies que la Russie a fait le choix prémédité, délibéré, injustifié et injustifiable, de violer. Ce choix de la guerre, de la destruction et du chaos, ce choix de l'agression armée d'un pays souverain pourra servir un peuple libre, nous ne l'accepterons pas et nous n'accepterons jamais. Par les sanctions sans précédent que nous avons adoptées, par le soutien massif, économique, humanitaire, militaire, que chacun de nos pays et l'Union européenne tout entière apporte à l'Ukraine et que nous allons encore intensifier, nous sommes et nous resterons dans la durée, à vos côtés pour défendre votre souveraineté, votre intégrité territoriale et votre liberté. C'est notre objectif ; nous n'en avons pas d'autres et nous l'atteindrons.

Aujourd'hui, c'est clairement sur le sol ukrainien que se joue la sécurité du continent européen dans son ensemble. C'est le premier message que je voulais adresser aux côtés de mes homologues ; l'Europe est à vos côtés et elle le restera autant qu'il le faudra jusqu'à la victoire qui aura le visage du retour de la paix dans une Ukraine libre et indépendante ; le visage opposé, aux conséquences de la barbarie que nous avons vues ensemble ce matin à Irpin.

Nous avons ainsi évoqué, avec le Président ZELENSKY, les besoins immédiats dans les domaines humanitaires, économiques et militaires. La France, évidemment, est et restera au rendez-vous pour y répondre : nous avons d'ores et déjà mobilisé deux milliards de dollars pour le soutien économique et humanitaire et nous le consoliderons dans la durée, tout comme nous poursuivons les livraisons de matériel militaire, notamment les canons Caesar, qui permettent aux soldats ukrainiens de se défendre plus efficacement face aux attaques de l'armée russe sur le sol de l'Ukraine. La France, depuis le premier jour, a scrupuleusement tenu ses engagements et à chaque fois que j'ai pris un engagement à votre endroit, il a donné lieu à une décision et à une mise en œuvre rapide, car nous le savons, il faut du matériel, mais il le faut vite. C'est aussi pourquoi, au-delà des 12 canons Caesar d'ores et déjà livrés, conformément à vos demandes, j'ai pris une décision pour que dès les prochaines semaines, 6 Caesar additionnels puissent l'être.

Nous allons aussi poursuivre et renforcer notre action pour que les crimes de guerre, commis sur le sol ukrainien, dont le monde entier a été le témoin, ne restent pas impunis et pour que le droit et la justice internationale s'imposent. La France a très rapidement envoyé sur les lieux de ces massacres une équipe de spécialistes pour contribuer à la collecte de preuves et permettre à la justice de suivre son cours. J'ai annoncé, tout à l'heure, au Président ZELENSKY, la fourniture prochaine d'un laboratoire mobile d'analyse ADN qui apportera une aide importante dans ce difficile travail : lutter contre toute forme d'impunité. D'autres pays européens se mobilisent désormais pour assurer la poursuite de ce travail indispensable et nous soutenons les efforts de la Cour pénale internationale pour faire la lumière sur les atrocités impardonnables commises en Ukraine. Face au simulacre de procès qui rappelle les heures les plus sombres de notre histoire, nous opposerons la rigueur et la légitimité du droit.

Le deuxième sujet que nous avons abordé ensemble est celui de la sécurité alimentaire. La crise alimentaire mondiale que nous traversons est une conséquence directe de la guerre menée par la Russie ; elle n'a pas d'autre explication. Je rappelle d'ailleurs que les sanctions qui ont été successivement prises par les Européens ne touchent pas les produits agricoles russes, contrairement à ce qui a souvent été dit. Nous appelons donc solennellement ensemble depuis Kiev, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, à accepter que les Nations unies organisent l'exportation des céréales, ce qui nécessite d'accepter de lever le blocus des ports ukrainiens par la marine russe et d'apporter toutes les garanties de sécurité pour l'Ukraine afin de permettre

justement la sortie de ces céréales. Nous avons ensemble confirmé notre soutien à l'initiative du secrétaire général des Nations Unies, notre disponibilité à aider concrètement à sa mise en œuvre, comme l'a rappelé mon collègue italien à l'instant. Il faut pour cela une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, à laquelle la Russie s'est opposée. J'espère qu'elle changera rapidement d'avis. En parallèle, je remercie le Président IOHANNIS pour son travail, nous œuvrons pour que d'autres voies puissent être suivies, en particulier sur le Danube, par la Roumanie.

Nous avons enfin évoqué ensemble notre volonté de confirmer par les actes, au-delà des mots, que l'Ukraine fait partie de la famille européenne. Face à la guerre, je le disais, le soutien des Européens s'est imposé comme une évidence. Nous avons, en quelque sorte, tous vu, perçu et mesuré la fragilité de la paix, si durement acquise après la Seconde Guerre mondiale et dont le souvenir douloureux est au cœur de l'histoire de la construction européenne. Cette guerre changera l'histoire de l'Europe. Nous nous tiendrons aux côtés de l'Ukraine pour l'accompagner dans cette perspective européenne, comme nous l'avons acté à 27 lors du sommet de Versailles. C'est bien ce que nous avons ensemble confirmé au Président.

Dans quelques jours, dès demain, la Commission européenne posera le cadre de la discussion et des décisions majeures seront prises la semaine prochaine à Bruxelles par le Conseil. Tous les 4, nous soutenons le statut de candidat immédiat à l'adhésion à l'Union européenne pour l'Ukraine. Ce statut sera assorti, nous l'avons dit tous ensemble, d'une feuille de route, et impliquera aussi que soit prise en compte la situation des Balkans occidentaux et du voisinage, en particulier de la Moldavie. Nous aurons dans les prochains jours à bâtir ensemble l'unanimité des 27 pour ce Conseil européen si important. Mais à travers notre visite, l'échange que nous avons eu et cette expression claire, c'est un geste fort, rapide, attendu, d'espoir et de clarté que nous voulons envoyer à l'Ukraine et à son peuple.

Il nous faudra, au-delà de ce chemin qui commence, comme l'a rappelé le Président du Conseil italien, trouver aussi des formes nouvelles pour échanger et bâtir à court terme des réponses auxquelles l'Ukraine a droit en matière de sécurité, d'énergie, de mobilité et de renforcement des infrastructures ou encore de jeunesse. Parce que l'Ukraine partage nos valeurs démocratiques et appartient à notre espace continental, il est naturel que nous puissions accélérer là aussi, des réponses de court terme, en plus du processus que nous souhaitons pouvoir lancer.

Mesdames et Messieurs, nous aspirons à la paix sur notre continent. Nous savons qu'elle n'est pas un acquis et il y a les combats qu'il faut mener pour elle. Alors que la guerre fait rage ici avec son lot quotidien de morts et d'horreurs, comme je l'ai toujours dit au Président ZELENSKY au cours de nos échanges réguliers et en toute confiance, nous ferons tout pour que l'Ukraine puisse seule choisir de son destin. Car c'est à l'Ukraine et à ses dirigeants, à ses représentants, à son peuple, de décider pour elle-même. C'est ce principe qui me guide depuis le début de la guerre et à chaque fois que je me suis entretenu avec vous, comme à chaque fois que je me suis entretenu avec le Président russe. L'Ukraine décidera du moment où les conditions seront réunies pour bâtir la paix, tout comme elle décidera de son futur politique. Je dois le dire ici, Monsieur le Président, depuis votre élection, j'ai toujours constaté que vous n'avez eu de cesse de protéger la paix, d'empêcher la guerre, et tout en livrant le combat courageux qui est le vôtre aujourd'hui, de tout faire pour que la raison l'emporte de l'autre côté de la frontière.

Je terminerai ces propos en citant tout simplement votre hymne qui nous oblige et qui prend un sens tellement lourd dans ces circonstances tragiques : « *Ще не вмерла України* - L'Ukraine n'est pas morte / Ni la gloire ni la liberté de l'Ukraine ne sont mortes ».

Vous pouvez compter sur la fraternité de l'Europe pour faire en sorte que l'Ukraine reste libre.

Merci.